

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/010075]

6 JUIN 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2009 relatif au Service régional de médiation pour l'énergie et les arrêtés du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatifs aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et du gaz

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 48, modifié en dernier lieu par le décret du 5 mai 2022 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2009 relatif au Service régional de médiation pour l'énergie ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 26 avril 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 76.282/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 30 avril 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis du pôle "Energie", donné le 24 mars 2024 ;

Considérant l'importance de traduire dans les textes les nouvelles réalités numériques et d'accélérer autant que possible le délai de traitement des plaintes et questions au sein du service régional de médiation pour l'énergie ;

Sur la proposition du Ministre de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2009 relatif au Service régional de médiation pour l'énergie*

Article 1^{er}. A l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2009 relatif au Service régional de médiation pour l'énergie, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le mot « télécopie ou » est remplacé par « formulaire en ligne, » ;

2^o le paragraphe est complété par les mots « ou par tout autre moyen proposé par le service régional de médiation pour l'énergie ».

Art. 2. Dans l'article 5 du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 3. A l'article 12 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « télécopie ou » sont remplacés par les mots « formulaire en ligne, » ;

b) le paragraphe est complété par les mots « ou par tout autre moyen proposé par le service régional de médiation pour l'énergie. » ;

2^o le paragraphe 3 est complété par la phrase : « Le service régional de médiation pour l'énergie peut exceptionnellement accepter que toutes les conditions de recevabilité ne soient pas remplies en cas de difficultés particulières subies par le demandeur, dont une situation de vulnérabilité. ».

Art. 4. Dans l'article 13 du même arrêté, le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o des informations de base sur le cadre de la procédure de médiation dans l'hypothèse où la plainte est recevable ; ».

Art. 5. A l'article 14 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « sans délai » sont abrogés ;

2^o à l'alinéa 2, les mots « ou courriel » sont insérés entre les mots « courrier » et les mots « de transmis ».

Art. 6. Un article 14bis est inséré, rédigé comme suit :

« Art. 14bis. La partie adverse met à disposition du service régional de médiation un point de contact dédié et informe le service régional de médiation de ses coordonnées électroniques et téléphoniques. Il relève de la responsabilité de la partie adverse d'informer le service régional de médiation en cas de changement de ce point de contact ou desdites coordonnées. ».

Art. 7. Dans l'article 15, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « quarante jours » sont remplacés par les mots « vingt-et-un jour ».

Art. 8. A l'article 16 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o ses alinéas 1^{er} et 2 constituent un paragraphe 1^{er} ;

2^o l'article est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Le délai de traitement peut être prolongé une seule fois pour la même période et les parties doivent en être informées avant l'expiration de ce délai, et cette prolongation doit être motivée par la complexité du litige. ».

Art. 9. A l'article 17, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « n'excédant pas 15 jours à dater de la réception de la plainte » sont remplacés par les mots : « adapté à chaque cas d'espèce et ne dépassant pas un délai de 15 jours. » ;

2° à l'alinéa 2°, les mots « Il motive sa décision et en informe le demandeur » sont remplacés par les mots : « Le service régional de médiation pour l'énergie prévient le plaignant, de façon motivée que l'urgence est écartée et l'informe que le dossier sera clôturé officiellement par écrit dans un délai qui n'excède pas les nonante jours qui suivent l'introduction de la plainte. ».

Art. 10. Dans l'article 27 du même arrêté, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° des informations de base sur le cadre de la procédure de médiation dans l'hypothèse où la plainte est recevable ; ».

CHAPITRE 2. — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité*

Art. 11. A l'article 30^{ter} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1, 3°, les mots « sans préjudice des dispositions prévues à l'article XIX.2 du Code de droit économique. Ces frais doivent être prévus contractuellement. Les frais de rappels et mises en demeure peuvent être appliqués uniquement dans le cas d'un envoi par courrier. Les montants de frais doivent apparaître distinctement dans les factures d'acompte et décompte et indiquer le numéro de la facture à laquelle ils se rapportent. » sont ajoutés après les mots « pour impayés plafonnés à 7,5 euros pour un courrier de rappel et 15 euros pour une lettre de mise en demeure, »

2° à l'alinéa 1, 3°, les mots « Ces frais, combinés aux éventuels intérêts de retard, ne peuvent pas excéder les montants prévus à l'article XIX. 4, alinéa 1^{er}, du Code de droit économique. » sont ajoutés après les mots « Les frais totaux réclamés pour l'envoi des courriers de rappel et de mise en demeure ou de défaut de paiement, y compris dans la procédure de recouvrement à l'amiable, ne peuvent pas excéder 55 euros par an et par énergie. » ;

3° l'alinéa 2 est remplacé par le nouvel alinéa : « Les frais totaux réclamés pour l'envoi des courriers de rappel et de mise en demeure ou de défaut de paiement, y compris dans la procédure de recouvrement à l'amiable, ne peuvent pas excéder 55 euros par an et par énergie. Ces frais, combinés aux éventuels intérêts de retard, ne peuvent pas excéder les montants prévus à l'article XIX. 4, alinéa 1^{er}, du Code de droit économique. » ;

4° à l'alinéa 4, les mots « que ce soit dans une procédure applicable en cas de non-paiement, de défaut de paiement, ou de recouvrement à l'amiable » sont ajoutés après les mots « Toute clause pénale est interdite, ».

Art. 12. Dans l'article 37^{ter} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, les mots « Le Service Régional de médiation pour l'énergie peut suspendre la procédure applicable en cas de non-paiement ou la procédure de défaut de paiement pour permettre l'analyse, le cas échéant, en concertation avec le fournisseur, le gestionnaire de réseau de distribution et le CPAS » sont remplacés par les mots « Lorsque la plainte d'un client final est déclarée recevable par le service régional de médiation pour l'énergie, la procédure de perception est suspendue par le fournisseur ou le gestionnaire de réseau d'électricité de la facture contestée, jusqu'à ce que le service régional de médiation pour l'énergie ait :

1° soit, formulé une recommandation telle que visée à l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement du 8 janvier 2009 relatif au Service Régional de médiation pour l'énergie, s

2° soit, dressé un procès-verbal de conciliation prévu à l'article 34 de l'arrêté du Gouvernement du 8 janvier 2009 relatif au Service Régional de médiation pour l'énergie,

3° soit, dressé un procès-verbal de carence prévu à l'article 35 de l'arrêté du Gouvernement du 8 janvier 2009 relatif au Service Régional de médiation pour l'énergie,

4° soit, terminé de traiter la plainte en urgence, soit jusqu'à ce qu'un accord à l'amiable ait été atteint.

En aucun cas, un éventuel dépassement des délais visés à l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement du 8 janvier 2009 relatif au Service Régional de médiation pour l'énergie n'autorise le fournisseur ou gestionnaire de réseau de distribution à reprendre la procédure de recouvrement.

Pour les plaintes recevables de consommateurs les délais de prescription de droit commun sont suspendus jusqu'à ce que le service régional de médiation pour l'énergie ait formulé une recommandation, ait rédigé un procès-verbal de conciliation, un procès-verbal de carence, jusqu'à ce que la plainte en urgence ait été traitée ou jusqu'à ce qu'un arrangement à l'amiable ait pu être trouvé.

Les parties concernées sont informées de ces procédures de suspension par courrier ou par le biais d'un autre support durable ».

CHAPITRE 3. — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de gaz*

Art. 13. A l'article 33^{ter} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de gaz, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1, 3°, les mots « sans préjudice des dispositions prévues à l'article XIX.2 du Code de droit économique. Ces frais doivent être prévus contractuellement. Les frais de rappels et mises en demeure peuvent être appliqués uniquement dans le cas d'un envoi par courrier. Les montants de frais doivent apparaître distinctement dans les factures d'acompte et décompte et indiquer le numéro de la facture à laquelle il se rapporte. » sont ajoutés après les mots « pour impayés plafonnés à 7,5 euros pour un courrier de rappel et 15 euros pour une lettre de mise en demeure, » ;

2° à l'alinéa 1, 3°, les mots « Ces frais, combinés aux éventuels intérêts de retard, ne peuvent pas excéder les montants prévus à l'article XIX. 4, alinéa 1^{er}, du Code de droit économique » sont ajoutés après les mots « Les frais totaux réclamés pour l'envoi des courriers de rappel et de mise en demeure ou de défaut de paiement, y compris dans la procédure de recouvrement à l'amiable, ne peuvent pas excéder 55 euros par an et par énergie. » ;

3° l'alinéa 2 est remplacé par le nouvel alinéa : « Les frais totaux réclamés pour l'envoi des courriers de rappel et de mise en demeure ou de défaut de paiement, y compris dans la procédure de recouvrement à l'amiable, ne peuvent pas excéder 55 euros par an et par énergie. Ces frais, combinés aux éventuels intérêts de retard, ne peuvent pas excéder les montants prévus à l'article XIX. 4, alinéa 1^{er}, du Code de droit économique. » ;

4° à l'alinéa 4, les mots « que ce soit dans une procédure applicable en cas de non-paiement, de défaut de paiement, ou de recouvrement à l'amiable » sont ajoutés après les mots « Toute clause pénale est interdite, ».

Art. 14. Dans l'article 40bis/2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, les mots « Le Service Régional de médiation pour l'énergie peut suspendre la procédure applicable en cas de non-paiement ou la procédure de défaut de paiement pour permettre l'analyse, le cas échéant, en concertation avec le fournisseur, le gestionnaire de réseau de distribution et le CPAS » sont remplacés par les mots « Si la plainte d'un client final est déclarée recevable par le service régional de médiation pour l'énergie, la procédure de perception est suspendue par le fournisseur ou le gestionnaire de réseau d'électricité de la facture contestée, jusqu'à ce que le service régional de médiation pour l'énergie ait :

1° soit, formulé une recommandation telle que visée à l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement du 8 janvier 2009 relatif au Service Régional de médiation pour l'énergie ;

2° soit, dressé un procès-verbal de conciliation prévu à l'article 34 de l'arrêté du Gouvernement du 8 janvier 2009 relatif au Service Régional de médiation pour l'énergie ;

3° soit, dressé un procès-verbal de carence prévu à l'article 35 de l'arrêté du Gouvernement du 8 janvier 2009 relatif au Service Régional de médiation pour l'énergie ;

4° soit, terminé de traiter la plainte en urgence ;

5° soit, jusqu'à ce qu'un accord à l'amiable ait été atteint.

En aucun cas, un éventuel dépassement des délais visés à l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement du 8 janvier 2009 relatif au Service Régional de médiation pour l'énergie n'autorise le fournisseur ou gestionnaire de réseau de distribution à reprendre la procédure de recouvrement.

Pour les plaintes recevables de consommateurs les délais de prescription de droit commun sont suspendus jusqu'à ce que le service régional de médiation pour l'énergie ait formulé une recommandation, ait rédigé un procès-verbal de conciliation, un procès-verbal de carence, jusqu'à ce que la plainte en urgence ait été traitée ou jusqu'à ce qu'un arrangement à l'amiable ait pu être trouvé.

Les parties concernées sont informées de ces procédures de suspension par courrier ou par le biais d'un autre support durable.

Art. 15. Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 juin 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2024/010075]

6. JUNI 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2009 über den regionalen Mediationsdienst für Energie und die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt bzw. im Gasmarkt

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 48, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 5. Mai 2022;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2009 über den regionalen Mediationsdienst für Energie;

Aufgrund des an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass der Antrag auf ein Gutachten am 26. April 2024 unter der Nummer 76.282/4 in die Liste der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats eingetragen wurde;

Aufgrund des Beschlusses der Gesetzgebungsabteilung vom 30. April 2024, gemäß Artikel 84 § 5 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat kein Gutachten innerhalb der erbetenen Frist abzugeben;

In Erwägung der am 24. März 2024 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Energie";

In der Erwägung, dass es wichtig ist, die neuen digitalen Realitäten in Texte umzusetzen und die Bearbeitungsdauer von Beschwerden und Fragen beim regionalen Mediationsdienst für Energie so weit wie möglich zu beschleunigen;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Bestimmungen zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2009 über den regionalen Mediationsdienst für Energie*

Artikel 1 - Artikel 4 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2009 über den regionalen Mediationsdienst für Energie wird wie folgt abgeändert:

1° das Wort "Fax oder" wird ersetzt durch "Online-Formular,";

2° der Absatz wird durch die Wörter " oder durch jedes andere von dem regionalen Mediationsdienst für Energie vorgeschlagene Mittel" ergänzt.

Art. 2 - In Artikel 5 desselben Erlasses wird Absatz 2 aufgehoben.

Art. 3. Artikel 12 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° § 1 wird wie folgt abgeändert:

a) Die Wörter "Fax oder" werden durch die Wörter " Online-Formular " ersetzt;

b) der Absatz wird durch die Wörter " oder durch jedes andere von dem regionalen Mediationsdienst für Energie vorgeschlagene Mittel" ergänzt. ";

2° Paragraph 3 wird um folgenden Satz ergänzt: " Der regionale Mediationsdienst für Energie kann in Ausnahmefällen akzeptieren, dass nicht alle Zulässigkeitsbedingungen erfüllt sind, wenn besondere Schwierigkeiten vorliegen, die der Antragsteller erlitten hat, darunter eine Situation der Schutzbedürftigkeit. ".

Art. 4 - In Artikel 13 desselben Erlasses wird Punkt 3° durch Folgendes ersetzt:

"3° Grundlegende Informationen über den Rahmen des Schlichtungsverfahrens im Falle einer zulässigen Beschwerde ;".

Art. 5 - Artikel 14 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird das Wort "unverzüglich" aufgehoben;

2° In Absatz 2 werden die Wörter "Das Begleitanschreiben" durch die Wörter "Das Begleitanschreiben bzw. die Begleit-E-Mail" ersetzt.

Art. 6 - Es wird ein Artikel 14*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 14*bis* - Die Gegenpartei stellt den regionalen Mediationsdienst eine eigene Kontaktstelle zur Verfügung und informiert den regionalen Mediationsdienst über ihre elektronischen und telefonischen Kontaktdaten. Es liegt in der Verantwortung der Gegenpartei, den regionalen Mediationsdienst zu informieren, wenn sich diese Kontaktstelle oder die genannten Kontaktdaten ändern. ".

Art. 7 - In Artikel 15, § 1, Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter "40 Tagen" durch die Wörter "einundzwanzig Tagen" ersetzt.

Art. 8 - Artikel 16 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° seine Absätze 1 und 2 bilden einen Absatz 1;

2° der Artikel wird um einen Paragraphen 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 2. Die Bearbeitungsfrist kann einmalig um denselben Zeitraum verlängert werden, und die Parteien müssen vor Ablauf der Frist davon in Kenntnis gesetzt werden; die Verlängerung muss durch die Komplexität des Rechtsstreits begründet sein. ".

Art. 9 - In Artikel 17 § 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 werden die Wörter "innerhalb von höchstens 15 Tagen nach ihrem Eingang" durch die folgenden Wörter ersetzt: "innerhalb einer Frist, die an den jeweiligen Einzelfall angepasst ist und 15 Tage nicht überschreitet, ".

2° In Absatz 2° werden die Wörter "Er hat seine Entscheidung zu begründen und den Antragsteller zu informieren" durch die folgenden Wörter ersetzt: "Der regionale Mediationsdienst für Energie teilt dem Beschwerdeführer unter Angabe von Gründen mit, dass die Dringlichkeit nicht mehr gegeben ist und dass der Fall innerhalb von höchstens neunzig Tagen nach Einreichung der Beschwerde schriftlich offiziell abgeschlossen wird. ".

Art. 10 - In Artikel 27 desselben Erlasses wird Ziffer 3 durch Folgendes ersetzt:

" 3° grundlegende Informationen über den Rahmen des Schlichtungsverfahrens für den Fall, dass die Beschwerde zulässig ist; ".

KAPITEL 2 — *Abänderungsbestimmungen zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt*

Art. 11 - Artikel 30*ter* des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1, 3° die Wörter ", unbeschadet der in Artikel XIX.2 des Wirtschaftsgesetzbuchs vorgesehenen Bestimmungen. Diese Kosten müssen vertraglich vereinbart werden. Gebühren für Mahnungen und Inverzugsetzungen können nur bei einem Versand per Post erhoben werden. Die Kostenbeträge müssen in den Abschlags- und Abrechnungsrechnungen deutlich hervorgehoben werden und die Nummer der Rechnung, auf die sie sich beziehen, enthalten. " werden nach den folgenden Wörtern hinzugefügt: "für unbeglichene Forderungen, begrenzt auf 7,5 Euro für ein Erinnerungsschreiben und 15 Euro für ein Mahnungsschreiben, ";

2° in Absatz 1, 3° werden die Wörter "Diese Kosten dürfen zusammen mit etwaigen Verzugszinsen die in Artikel XIX.4, Absatz 1 des Wirtschaftsgesetzbuchs vorgesehenen Beträge nicht übersteigen" nach den folgenden Wörtern hinzugefügt: "Die für die Einsendung der Erinnerungs- und Mahnungs- bzw. Inverzugsetzungsschreiben oder

bei Zahlungsverzug, einschließlich während des außergerichtlichen Beitreibungsverfahrens geforderten Gesamtkosten dürfen 55 Euro pro Jahr und Energieart nicht überschreiten.“;

3° Absatz 2 wird durch folgende Absätze ersetzt: “Die für die Einsendung der Erinnerungs- und Mahnungs- bzw. Inverzugsetzungsschreiben oder bei Zahlungsverzug, einschließlich während des außergerichtlichen Beitreibungsverfahrens geforderten Gesamtkosten dürfen 55 Euro pro Jahr und Energieart nicht überschreiten. Diese Kosten dürfen zusammen mit etwaigen Verzugszinsen die in Artikel XIX 4°, Absatz 1 des Wirtschaftsgesetzbuchs genannten Beträge nicht übersteigen.“;

4° in Absatz 4 werden nach den Wörtern “Jede Vertragsstrafe ist verboten” die Wörter “, sei es in einem Verfahren, das bei Nichtzahlung, Zahlungsverzug oder gütlicher Beitreibung anwendbar ist,” eingefügt.

Art. 12 - In Artikel 37ter des Erlasses der wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt werden die Wörter “Der regionale Mediationsdienst für Energie kann das bei Nichtzahlung anwendbare Verfahren oder das Verfahren bei Zahlungsverzug aussetzen, um die Analyse gegebenenfalls in Absprache mit dem Versorger, dem Verteilernetzbetreiber und dem ÖSHZ zu ermöglichen.” durch die Wörter “Wenn die Beschwerde eines Endkunden vom Regionalen Mediationsdienst für Energie für zulässig erklärt wird, wird das Erhebungsverfahren durch den Versorger oder den Stromnetzbetreiber der beanstandeten Rechnung ausgesetzt, bis der Regionale Mediationsdienst für Energie :

1° entweder eine Empfehlung gemäß Artikel 16 des Erlasses der Regierung vom 8. Januar 2009 über den regionalen Mediationsdienst für Energie abgegeben hat,

2° oder ein Schlichtungsprotokoll gemäß Artikel 34 des Erlasses der Regierung vom 8. Januar 2009 über den regionalen Mediationsdienst für Energie erstellt hat,

3° oder ein Protokoll, in dem die fehlende Einigung vermerkt ist, gemäß Artikel 35 des Erlasses der Regierung vom 8. Januar 2009 über den regionalen Mediationsdienst für Energie erstellt hat,

4° oder die dringliche Bearbeitung der Beschwerde beendet hat, oder bis eine gütliche Einigung erzielt wurde.

In keinem Fall berechtigt eine eventuelle Überschreitung der in Artikel 16 des Erlasses der Regierung vom 8. Januar 2009 über den Regionalen Mediationsdienst für Energie genannten Fristen den Versorger oder Verteilernetzbetreiber dazu, das Beitreibungsverfahren wieder aufzunehmen.

Bei zulässigen Verbraucherbeschwerden werden die allgemeinen Verjährungsfristen ausgesetzt, bis der regionale Mediationsdienst für Energie eine Empfehlung ausgesprochen, ein Schlichtungsprotokoll oder ein Untätigkeitsprotokoll verfasst hat, bis die Dringlichkeitsbeschwerde bearbeitet wurde oder bis eine gütliche Einigung erzielt werden konnte.

Die betroffenen Parteien werden per Post oder auf einem anderen dauerhaften Datenträger über diese Aussetzungsverfahren informiert“.

KAPITEL 3 — Abänderungsbestimmungen zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt

Art. 13 - Artikel 33ter des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1, 3° die Wörter “, unbeschadet der in Artikel XIX.2 des Wirtschaftsgesetzbuchs vorgesehenen Bestimmungen. Diese Kosten müssen vertraglich vereinbart werden. Gebühren für Mahnungen und Inverzugsetzungen können nur bei einem Versand per Post erhoben werden. Die Kostenbeträge müssen in den Abschlags- und Abrechnungsrechnungen deutlich hervorgehoben werden und die Nummer der Rechnung, auf die sie sich beziehen, enthalten.“ werden nach den folgenden Wörtern hinzugefügt: “für unbeglichene Forderungen, begrenzt auf 7,5 Euro für ein Erinnerungsschreiben und 15 Euro für ein Mahnungsschreiben,“;

2° in Absatz 1, 3° werden die Wörter “Diese Kosten dürfen zusammen mit etwaigen Verzugszinsen die in Artikel XIX.4, Absatz 1 des Wirtschaftsgesetzbuchs vorgesehenen Beträge nicht übersteigen” nach den folgenden Wörtern hinzugefügt: “Die für die Einsendung der Erinnerungs- und Mahnungs- bzw. Inverzugsetzungsschreiben oder bei Zahlungsverzug, einschließlich während des außergerichtlichen Beitreibungsverfahrens geforderten Gesamtkosten dürfen 55 Euro pro Jahr und Energieart nicht überschreiten.“;

3° Absatz 2 wird durch folgende Absätze ersetzt: “Die für die Einsendung der Erinnerungs- und Mahnungs- bzw. Inverzugsetzungsschreiben oder bei Zahlungsverzug, einschließlich während des außergerichtlichen Beitreibungsverfahrens geforderten Gesamtkosten dürfen 55 Euro pro Jahr und Energieart nicht überschreiten. Diese Kosten dürfen zusammen mit etwaigen Verzugszinsen die in Artikel XIX.4, Absatz 1 des Wirtschaftsgesetzbuchs vorgesehenen Beträge nicht übersteigen.“;

4° in Absatz 4 werden nach den Wörtern “Jede Vertragsstrafe ist verboten” die Wörter “, sei es in einem Verfahren, das bei Nichtzahlung, Zahlungsverzug oder gütlicher Beitreibung anwendbar ist,” eingefügt.

Art. 14 - In Artikel 40bis/2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt werden die Wörter “Der regionale Mediationsdienst für Energie kann das bei Nichtzahlung anwendbare Verfahren oder das Verfahren bei Zahlungsverzug aussetzen, um die Analyse gegebenenfalls in Absprache mit dem Versorger, dem Verteilernetzbetreiber und dem ÖSHZ zu ermöglichen.” durch die Wörter “Wenn die Beschwerde eines Endkunden vom Regionalen Mediationsdienst für Energie für zulässig erklärt wird, wird das Erhebungsverfahren durch den Versorger oder den Stromnetzbetreiber der beanstandeten Rechnung ausgesetzt, bis der Regionale Mediationsdienst für Energie:

1° entweder eine Empfehlung gemäß Artikel 16 des Erlasses der Regierung vom 8. Januar 2009 über den regionalen Mediationsdienst für Energie abgegeben hat;

2° oder ein Schlichtungsprotokoll gemäß Artikel 34 des Erlasses der Regierung vom 8. Januar 2009 über den regionalen Mediationsdienst für Energie erstellt hat;

3° oder ein Protokoll, in dem die fehlende Einigung vermerkt ist, gemäß Artikel 35 des Erlasses der Regierung vom 8. Januar 2009 über den regionalen Mediationsdienst für Energie erstellt hat;

4° oder die dringende Behandlung der Beschwerde beendet hat;

5° oder bis eine gütliche Einigung erzielt wurde.

In keinem Fall berechtigt eine eventuelle Überschreitung der in Artikel 16 des Erlasses der Regierung vom 8. Januar 2009 über den Regionalen Mediationsdienst für Energie genannten Fristen den Versorger oder Verteilernetzbetreiber dazu, das Beitreibungsverfahren wieder aufzunehmen.

Bei zulässigen Verbraucherbeschwerden werden die allgemeinen Verjährungsfristen ausgesetzt, bis der regionale Mediationsdienst für Energie eine Empfehlung ausgesprochen, ein Schlichtungsprotokoll oder ein Untätigkeitsprotokoll verfasst hat, bis die Dringlichkeitsbeschwerde bearbeitet wurde oder bis eine gütliche Einigung erzielt werden konnte.

Die betroffenen Parteien werden per Post oder auf einem anderen dauerhaften Datenträger über diese Aussetzungsverfahren informiert.

Art. 15 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Juni 2024

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen
Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/010075]

6 JUNI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2009 betreffende de gewestelijke bemiddelingsdienst van de Waalse Energiecommissie en de besluiten van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt en op de gasmarkt

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, artikel 48, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 5 mei 2022;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2009 betreffende de gewestelijke bemiddelingsdienst van de Waalse Energiecommissie;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 26 april 2024 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 76.282/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 30 april 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Energie", gegeven op 24 maart 2024;

Overwegende dat het belangrijk is om de nieuwe digitale realiteit in teksten te vertalen en de verwerkingstijd van klachten en vragen aan de gewestelijke bemiddelingsdienst van de Waalse Energiecommissie zo veel mogelijk te versnellen;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit:

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen tot wijzigingen van het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2009 betreffende de gewestelijke bemiddelingsdienst van de Waalse Energiecommissie*

Artikel 1. In artikel 4, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2009 betreffende de gewestelijke bemiddelingsdienst van de Waalse Energiecommissie worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "fax of" worden vervangen door "online formulier";

2° de woorden " of door elk ander middel voorgesteld door de gewestelijke arbitrage- en bemiddelingsdienst van de Waalse energiecommissie" worden ingevoegd tussen de woorden "elektronische post" en de woorden "aan de arbitrage- en bemiddelingsdienst».

Art. 2. Het tweede lid van artikel 5 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 3. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "fax of" worden vervangen door de woorden "online formulier" ;

2° de woorden " of door elk ander middel voorgesteld door de gewestelijke arbitrage- en bemiddelingsdienst van de Waalse Energiecommissie" worden ingevoegd tussen de woorden "elektronische post" en de woorden " naar de arbitrage- en bemiddelingsdienst» . ";

2° paragraaf 3 wordt aangevuld met volgende zin: " In uitzonderlijke gevallen kan de gewestelijke arbitrage- en bemiddelingsdienst van de Waalse Energiecommissie aanvaarden dat niet aan alle ontvankelijkheidsvoorwaarden is voldaan als de aanvrager bijzondere moeilijkheden heeft, waaronder een kwetsbare situatie. ".

Art. 4. In artikel 13 van hetzelfde besluit wordt punt 3° vervangen als volgt:

"3° basisinformatie over het kader van de bemiddelingsprocedure indien de klacht ontvankelijk is ;".

Art. 5. In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord "onmiddellijk" opgeheven;

2° in het tweede lid worden de woorden "De informatiebrief" vervangen door de woorden "De informatiebrief of-email".

Art. 6. Er wordt een artikel 14bis ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 14bis. De tegenpartij voorziet de gewestelijke arbitrage- en bemiddelingsdienst van een vast contactpunt en stelt de gewestelijke arbitrage- en bemiddelingsdienst in kennis van zijn elektronische en telefonische contactgegevens. Het is de verantwoordelijkheid van de tegenpartij om de gewestelijke arbitrage- en bemiddelingsdienst te informeren als het contactpunt of de contactgegevens veranderen. ».

Art. 7. In artikel 15, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "veertig dagen" vervangen door de woorden "éénentwintig dagen".

Art. 8. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de eerste en tweede leden vormen paragraaf 1 ;

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt:

"§ 2. De verwerkingstermijn kan eenmaal met dezelfde periode worden verlengd en de partijen moeten hiervan op de hoogte worden gesteld voordat die termijn afloopt, en de verlenging moet worden gerechtvaardigd door de complexiteit van het geschil. ».

Art. 9. In artikel 17, § 2, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "termijn van ten hoogste 15 dagen vanaf de ontvangst van de klacht" vervangen door de woorden: "een aan elk afzonderlijk geval aangepaste termijn van ten hoogste 15 dagen. »;

2° in het tweede lid worden de woorden "Hij geeft de redenen van zijn beslissing en licht de eiser in." vervangen door de woorden: "De gewestelijke arbitrage- en bemiddelingsdienst van de Waalse Energiecommissie zal de klager op een gemotiveerde wijze informeren dat de zaak niet langer dringend is en dat de zaak uiterlijk negentig dagen na indiening van de klacht officieel schriftelijk zal worden gesloten. ».

Art. 10. In artikel 27 van hetzelfde besluit wordt punt 3° vervangen door wat volgt:

"3° basisinformatie over het kader van de bemiddelingsprocedure indien de klacht ontvankelijk is ;".

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt*

Art. 11. In artikel 30ter van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt worden de volgende wijzigingen aangebracht

1° in het eerste lid 1, 3°, worden de woorden "onverminderd de bepalingen van artikel XIX.2 van het Wetboek van economisch recht". Deze kosten moeten contractueel worden overeengekomen. De kosten van herinneringen en ingebrekestellingen kunnen alleen worden toegepast als ze per post worden verzonden. De bedragen van de kosten moeten afzonderlijk op de voortgangs- en eindfactuur worden vermeld, met vermelding van het factuurnummer waarop ze betrekking hebben. " toegevoegd na de woorden "voor onbetaalde facturen bedragen maximaal 7,5 euro voor een herinneringsbrief en 15 euro voor een aanmaningsbrief,";

2° in het eerste lid, 3°, worden de woorden "Deze kosten, vermeerderd met de eventuele nalatigheidsinteressen, mogen de in artikel XIX. 4, eerste lid, van het Wetboek van economisch recht bedoelde bedragen niet overschrijden." " toegevoegd na de woorden "De totale kosten voor het verzenden van herinneringsbrieven en aanmaningen of wanbetaling, inclusief de minnelijke invorderingsprocedure, mogen niet meer bedragen dan 55 euro per jaar en per energie." ";

3° het tweede lid wordt vervangen door het volgende lid : "De totale kosten voor het verzenden van herinneringsbrieven en aanmaningen of wanbetaling, inclusief de minnelijke invorderingsprocedure, mogen niet meer bedragen dan 55 euro per jaar en per energie. Deze kosten, vermeerderd met de eventuele nalatigheidsinteressen, mogen de in artikel XIX. 4, eerste lid, van het Wetboek van economisch recht bedoelde bedragen niet overschrijden. ";

4° in het vierde lid worden de woorden "hetzij in een procedure die van toepassing is in geval van niet-betaling, betalingsverzuim of minnelijke invordering" toegevoegd na de woorden "Elk strafbeding is verboden,".

Art. 12. In artikel 37ter van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt worden de woorden "De Gewestelijke Bemiddelingsdienst inzake energie kan de procedure die van toepassing is in geval van niet-betaling of wanbetalingsprocedure opschorten om, desgevallend, in overleg met de leverancier, de distributienetbeheerder en het OCMW een analyse mogelijk te maken." vervangen door de woorden "Wanneer de klacht van een eindafnemer door de gewestelijke bemiddelingsdienst inzake energie ontvankelijk wordt verklaard, wordt de inningsprocedure door de leverancier of de elektriciteitsnetbeheerder van de betwiste factuur opgeschort totdat de gewestelijke bemiddelingsdienst inzake energie:

1° hetzij een aanbeveling heeft gedaan als bedoeld in artikel 16 van het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2009 betreffende de gewestelijke bemiddelingsdienst van de Waalse Energiecommissie,

2° hetzij een proces-verbaal van verzoening heeft opgesteld als bedoeld in artikel 34 van het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2009 betreffende de gewestelijke bemiddelingsdienst van de Waalse Energiecommissie,

3° hetzij een proces-verbaal van niet-bevinding heeft opgesteld als bedoeld in artikel 35 van het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2009 betreffende de gewestelijke bemiddelingsdienst van de Waalse Energiecommissie,

4° hetzij de klacht dringend heeft afgehandeld, hetzij totdat een minnelijke schikking is bereikt.

De overschrijding van de termijnen bedoeld in artikel 16 van het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2009 betreffende de gewestelijke bemiddelingsdienst van de Waalse Energiecommissie geeft de leverancier of de distributienetbeheerder in geen geval het recht om de invorderingsprocedure te hervatten.

Bij ontvankelijke consumentenklachten worden de algemene verjaringstermijnen opgeschort totdat de gewestelijke bemiddelingsdienst inzake energie een aanbeveling heeft gedaan, een proces-verbaal van verzoening, een proces-verbaal van niet-bevinding heeft opgesteld, totdat de dringende klacht is behandeld of totdat een minnelijke schikking is bereikt.

De betrokken partijen worden per post of op een andere duurzame drager in kennis gesteld van deze opschortingsprocedures.”

HOOFDSTUK 3. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt*

Art. 13. In artikel 33ter van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt worden de volgende wijzigingen aangebracht

1° in het eerste lid 1, 3°, worden de woorden “onverminderd de bepalingen van artikel XIX.2 van het Wetboek van economisch recht”. Deze kosten moeten contractueel worden overeengekomen. De kosten van herinneringen en ingebrekestellingen kunnen alleen worden toegepast als ze per post worden verzonden. De bedragen van de kosten moeten afzonderlijk op de voortgangs- en eindfactuur worden vermeld, met vermelding van het factuurnummer waarop ze betrekking hebben. » toegevoegd na de woorden “voor onbetaalde facturen bedragen maximaal 7,5 euro voor een herinneringsbrief en 15 euro voor een aanmaningsbrief.”;

2° in het eerste lid, 3°, worden de woorden “Deze kosten, vermeerderd met de eventuele nalatigheidsinteressen, mogen de in artikel XIX. 4, lid 1, van het Wetboek van economisch recht” toegevoegd na de woorden “De totale kosten voor het verzenden van herinneringsbrieven en aanmaningen of wanbetaling mogen niet meer bedragen dan 55 euro per jaar en per energie.”;

3° het tweede lid wordt vervangen door het volgende lid : De totale kosten voor het verzenden van herinneringsbrieven en aanmaningen of wanbetaling, inclusief de minnelijke invorderingsprocedure, mogen niet meer bedragen dan 55 euro per jaar en per energie. Deze kosten, vermeerderd met de eventuele nalatigheidsinteressen, mogen de in artikel XIX. 4, eerste lid, van het Wetboek van economisch recht bedoelde bedragen niet overschrijden.”;

4° in het vierde lid worden de woorden “hetzij in een procedure die van toepassing is in geval van niet-betaling, betalingsverzuim of minnelijke invordering” toegevoegd na de woorden “Elk strafbeding is verboden.”.

Art. 14. In artikel 40bis/2 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbardienstverplichtingen op de gasmarkt worden de woorden “De Gewestelijke Bemiddelingsdienst inzake energie kan de procedure die van toepassing is in geval van niet-betaling of wanbetalingsprocedure opschorten om, desgevallend, in overleg met de leverancier, de distributienetbeheerder en het OCMW een analyse mogelijk te maken” vervangen door de woorden “Wanneer de klacht van een eindafnemer door de gewestelijke bemiddelingsdienst inzake energie ontvankelijk wordt verklaard, wordt de inningsprocedure door de leverancier of de elektriciteitsnetbeheerder van de betwiste factuur opgeschort totdat de gewestelijke bemiddelingsdienst inzake energie:

1° hetzij een aanbeveling heeft gedaan als bedoeld in artikel 16 van het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2009 betreffende de gewestelijke bemiddelingsdienst van de Waalse Energiecommissie,;

2° hetzij een proces-verbaal van verzoening heeft opgesteld als bedoeld in artikel 34 van het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2009 betreffende de gewestelijke bemiddelingsdienst van de Waalse Energiecommissie,

3° hetzij een proces-verbaal van niet-bevinding heeft opgesteld als bedoeld in artikel 35 van het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2009 betreffende de gewestelijke bemiddelingsdienst van de Waalse Energiecommissie

4° hetzij de klacht dringend heeft afgehandeld;

5° hetzij totdat een minnelijke schikking is bereikt.

De overschrijding van de termijnen bedoeld in artikel 16 van het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2009 betreffende de gewestelijke bemiddelingsdienst van de Waalse Energiecommissie geeft de leverancier of de distributienetbeheerder in geen geval het recht om de invorderingsprocedure te hervatten.

Bij ontvankelijke consumentenklachten worden de algemene verjaringstermijnen opgeschort totdat de gewestelijke bemiddelingsdienst inzake energie een aanbeveling heeft gedaan, een proces-verbaal van verzoening, een proces-verbaal van niet-bevinding heeft opgesteld, totdat de dringende klacht is behandeld of totdat een minnelijke schikking is bereikt.

De betrokken partijen worden per post of op een andere duurzame drager in kennis gesteld van deze opschortingsprocedures.

Art. 15. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 juni 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[C – 2024/008804]

2 SEPTEMBER 2024. — Koninklijk besluit betreffende de benoeming van de regeringscommissaris van Defensie bij het War Heritage Institute

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, artikel 9;

MINISTERE DE LA DEFENSE

[C – 2024/008804]

2 SEPTEMBRE 2024. — Arrêté royal relatif à la nomination du commissaire du gouvernement de la Défense auprès du War Heritage Institute

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, l'article 9;